

La religion est de retour, nous devons apprendre à vivre avec elle

Bruzz – Opinion STEVEN VAN GARSSE rédacteur en chef – 28/06/22

Traduction libre avec DeepL.com de cet article

<https://www.bruzz.be/opinie/de-religie-terug-we-zullen-daarmee-moeten-leren-leven-2022-06-28>

Ce doit être l'ironie de l'histoire que Bruxelles, en tant que berceau de la libre pensée belge, lutte aujourd'hui contre la religion plus que toute autre ville. C'est à Bruxelles que l'anticléricalisme a le plus facilement pris pied, et c'est à Bruxelles que la sécularisation a le plus rapidement pris son essor. Mais c'est cette même ville qui, cent ans plus tard, compte les plus grandes communautés religieuses.

Aujourd'hui, plus de la moitié des petits kets de l'enseignement officiel suivent l'islam, la plus grande religion de Bruxelles. Les églises pentecôtistes sont en plein essor et les croyants polonais remplissent à nouveau les églises catholiques. La réponse facile est que la religion appartient à la sphère privée et qu'il existe une séparation stricte entre l'Église et l'État. Que la politique n'a plus besoin de s'en préoccuper. Passons à l'ordre du jour.

Le débat et le vote sur l'abattage sans étourdissement ont douloureusement démontré que ce n'est pas si simple. Pour la première fois, il est apparu clairement que la religion a effectivement gagné en influence dans la politique bruxelloise. La liberté de religion a été placée avant le bien-être des animaux. Cela place Bruxelles sur une autre ligne que la Flandre et la Wallonie.

Les politiciens qui ont voté contre l'interdiction de l'abattage sans étourdissement se sont expliqués : la réalité sociologique de Bruxelles est différente de celle de la Flandre et de la Wallonie. L'interdiction ne peut être mise en œuvre contre la volonté des (juifs et) musulmans. Le membre du PS Julien Uyttendaele s'est même demandé ouvertement et avec désespoir si la liberté de pensée jouait encore un rôle à Bruxelles. Le vote laisse des blessures profondes parmi les partis politiques. Certains s'affrontent en public, d'autres tentent de garder le secret, mais il est certain que le débat et le vote ont provoqué une onde de choc dans le monde politique.

Et c'est là que se trouve une autre question sensible où la religion entre en jeu : l'interdiction du foulard dans le secteur public. Dans une interview que nous avons publiée aujourd'hui, vous pouvez lire comment Juan Benjumea (Verts) et Joelle Maison (Défi) sont en désaccord sur ce point de manière amicale et civilisée. Dans ce débat aussi, les émotions risquent d'être fortes.

Une chose est sûre : la religion est de retour. Et nous devons apprendre à vivre avec. Ce dont Bruxelles semble avoir besoin, c'est d'un nouveau contrat social. La recherche est cahotique, et le restera pendant un certain temps, mais il y a de l'espoir.

Nous devons revenir aux années 2000. À l'époque, la participation des migrants à la politique était la chose à faire. Les politologues craignaient, à juste titre, que les personnes issues de l'immigration marocaine et turque restent à l'écart sur le plan politique. Que les Belgo-Belges prennent la responsabilité d'une population avant tout très diverse, avec le danger des partis religieux extrémistes.

Philippe Moureaux (PS) avait certainement compris très tôt qu'il valait mieux prendre en main les personnes issues de la migration. On lui a souvent reproché d'être purement électoral, ce qui n'est pas étranger à la situation, mais il était sincèrement convaincu de la nécessité démocratique de cette démarche.

Aujourd'hui, le PS est le parti qui compte au Parlement le plus de représentants issus de l'immigration, et probablement le plus de croyants pratiquants. Cela aussi est ironique. Car ce sont précisément les socialistes qui, au début du vingtième siècle, ont combattu avec le plus de ferveur l'Église catholique.

Un exercice de pensée pourrait être : comment un parlement bruxellois voterait-il aujourd'hui sur la question de l'avortement, si cette compétence était régionalisée ? Les (conservateurs) musulmans feraient-ils peser leur influence ? L'exercice n'est même pas nécessaire. Le président du PS bruxellois Ahmed Laaouej a été l'un des premiers à condamner la décision de la Cour constitutionnelle américaine, dans les termes les plus forts. Même chose pour la vice-ministre Zakia Khattabi (Ecolo). "Quelle folie..." elle a tweeté la déclaration. #mybodymychoice. Remarquable : c'est le même Khattabi qui, en 2019, a réussi à faire supprimer de la Cocof l'interdiction du foulard dans l'enseignement supérieur. Pas pour des raisons religieuses, mais pour à peu près la même raison : le libre choix des femmes de s'habiller comme elles le souhaitent. Il s'agit d'être maître de son propre corps et de sa propre tête.

La légalisation de l'avortement en Belgique ne s'est pas faite par hasard. Le gynécologue Willy Peers s'est longuement battu pour l'obtenir. Le politicien PS bruxellois Roger Lallemand et la députée Lucienne Herman-Michielsens (Open VLD) ont fait en sorte que la loi soit mise en place. Il s'agissait incontestablement d'une bataille pour la liberté de pensée belge, mais aujourd'hui, cette liberté de pensée est maintenue par des politiciens bruxellois de premier plan issus de l'immigration, cela met l'extrême droite et les détracteurs de Bruxelles sous les feux de la rampe. Considérons cela comme un espoir et un signe de progrès.